

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 55 | 5-11 juillet 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 199 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

7 juillet : [Huriye Acun](#), une ancienne enseignante enceinte de sept mois, a été arrêtée à Konya et envoyée en prison pour purger la peine qui lui a été infligée en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen, malgré les lois pertinentes qui stipulent que l'exécution des peines de prison sont retardés pour les femmes enceintes ou ayant accouché au cours de la dernière année et demie.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

5 juillet : La police d'Ankara est violemment [intervenue](#) dans une manifestation organisée pour exiger la libération de l'éminent défenseur des droits humains Ömer Faruk Gergerlioğlu, en détenant brièvement cinq personnes.

5 juillet : La police d'Istanbul a [arrêté](#) la militante Nursel Tanriverdi alors qu'elle protestait contre sa révocation sommaire de son poste dans la fonction publique à la suite du coup d'État de 2016.

6 juillet : Un [avis](#) publié par la Commission de Venise souligne que la nouvelle loi turque sur le financement du terrorisme va au-delà de l'intention déclarée et affecte négativement la société civile en renforçant encore le contrôle du gouvernement sur ses activités.

8 juillet : Le Bureau de gouverneur d'Aydın a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de cinq jours. L'interdiction est intervenue au milieu des protestations publiques contre la construction d'une mine de feldspath dans la province.

9 juillet : La police d'Adiyaman a [arrêté](#) près de 50 personnes pour avoir participé à des manifestations contre une réglementation sur le commerce du tabac.

9 juillet : La police d'Istanbul est [intervenue](#) lors d'une manifestation pour commémorer les victimes d'un attentat à la bombe en 2015, détenant brièvement cinq personnes.

10 juillet : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation pour commémorer les victimes d'un attentat à la bombe en 2015, arrêtant brièvement 13 personnes.

10 juillet : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation pour commémorer les victimes d'un attentat à la bombe en 2015, en arrêtant brièvement six personnes.

11 juillet : Des rapports ont révélé que les procureurs d'Izmir ont [inculpé](#) trois personnes pour avoir insulté le président lors des manifestations de l'Université de Boğaziçi en février.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

5 juillet : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à un total de 55 reportages sur un appel d'offres public lancé par le ministère de la Santé.

5 juillet : Un tribunal d'Antalya a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur le gouverneur d'Uşak qui a été vu en train de crier sur des citoyens dans la rue tout en supervisant la mise en œuvre des mesures de Covid-19.

5 juillet : Reporters sans frontières (RSF) a publié une [galerie](#) de « prédateurs de la liberté de la presse », une liste de 37 chefs d'État ou de gouvernement qui sévissent contre la liberté de la presse, dont le président Recep Tayyip Erdogan.

6 juillet : Un tribunal a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur une entreprise appartenant à la famille du ministre de l'Intérieur.

6 juillet : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que la fermeture provisoire du journal Özgür Gündem, aujourd'hui disparu qui s'était concentré sur les questions kurdes, violait les droits constitutionnels de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

6 juillet : Un [rapport](#) mensuel a révélé qu'un total de 87 journalistes ont été jugés pour leurs publications en juin.

7 juillet : Les procureurs ont [ouvert](#) une enquête contre le journal BirGün pour avoir prétendument insulté le président et un allié électoral dans un reportage sur les relations entre le gouvernement et la mafia.

7 juillet : Un tribunal d'Istanbul a [condamné](#) le journaliste Cem Şimşek à 11 mois et 22 jours de prison pour avoir insulté le président.

7 juillet : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations et aux tweets sur les liens présumés du ministre de l'Intérieur avec les entreprises.

7 juillet : Le régulateur des médias RTÜK a [imposé](#) une interdiction de diffusion et une amende à Halk TV pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste sur une chanson chantée à l'antenne par un député de l'opposition.

7 juillet : Un tribunal d'Ankara a [décidé](#) de bloquer l'accès à une chronique publiée par la journaliste Mine Kırıkkanat.

8 juillet : La police d'Istanbul a [bloqué](#) un événement musical en plein air en langue kurde et a confisqué les instruments des musiciens.

8 juillet : Un tribunal d'Istanbul chargé de l'affaire Murat Şahin, un homme qui a attaqué en 2016 le journaliste Can Dündar avec une arme à feu, a [prononcé](#) une peine de trois ans de prison. Le tribunal a décidé de suspendre la peine en raison de la « bonne conduite » de l'accusé, ce qui signifie qu'il ne passera pas de temps en prison à moins qu'il ne commette un autre crime durant cinq ans.

9 juillet : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'arrêter une personne pour ses publications sur les réseaux sociaux concernant les révélations d'un gangster concernant les relations entre l'État et la mafia.

9 juillet : À Giresun, la police a [détenu](#) un mineur pendant une courte période pour des publications sur les réseaux sociaux au sujet d'une mafia révélant la relation entre l'État et la mafia.

9 juillet : Les procureurs d'Ankara ont [inculpé](#) le chanteur folk Onur Kocamaz pour avoir provoqué la haine et l'hostilité parmi le public, à la suite d'une publication sur les réseaux sociaux.

9 juillet : Un [rapport](#) mensuel a révélé que, parmi les 77 cas de violations contre les femmes journalistes observés en juin, 36 ont été enregistrés en Turquie.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

6 juillet : Ömer Faruk Gergerlioğlu, éminent défenseur des droits humains et ancien législateur détenu derrière les barreaux depuis le 2 avril, a été [libéré](#) de prison à la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

9 juillet : La Turquie s'est classée 107e sur 128 pays dans [l'indice 2020](#) sur l'état de droit du World Justice Project.

MINORITÉ KURDE

5 juillet : La police de Bursa a [arrêté](#) le dirigeant local du HDP Köksal Söylemez.

6 juillet : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) que la fermeture provisoire d'Özgür Gündem, un journal aujourd'hui disparu qui s'était concentré sur les questions kurdes, violait les droits constitutionnels de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

7 juillet : Le Parlement européen dans une [résolution](#) condamne le gouvernement turc pour sa politique répressive à l'encontre des partis d'opposition, en particulier le Parti démocratique du peuple (HDP) pro-kurde.

8 juillet : La police d'Istanbul a [bloqué](#) un événement musical en plein air en langue kurde et a confisqué les instruments des musiciens.

10 juillet : Des rapports ont [révélé](#) qu'une famille kurde vivant à Konya a été agressée par une foule d'extrême droite dans ce qui semble être un crime de haine raciste. L'incident a grièvement blessés six membres de la famille.

10 juillet : La police a [arrêté](#) neuf imams pour avoir prêché des sermons en kurde.

10 juillet : La police de Batman a brièvement [détenu](#) Gülistan Yılmaz Diyar, membre local du HDP.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

5 juillet : Le président Recep Tayyip Erdoğan a [reconnu](#) que l'éducateur turco-kirghize Orhan İnandı, porté disparu à Bichkek dans la nuit du 31 mai, avait en fait été enlevé par l'Organisation nationale de renseignement de Turquie (MİT) et avait été emmené en Turquie.

7 juillet : Erk Acarer, un journaliste qui critique le gouvernement et qui vit en exil en Allemagne, a [annoncé](#)

qu'il avait été agressé « à coups de couteau et de poing » dans la cour de son immeuble à Berlin.

AUTRES MINORITÉS

5 juillet : La Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) a [souligné](#) que la discrimination contre la communauté alévie en Turquie est endémique et omniprésente et que la situation empire.

CONDITIONS DE DÉTENTION

5 juillet : Une [enquête](#) menée par la Media and Law Studies Association (MLSA) sur les conditions de détention des prisonniers politiques a révélé que les prisonniers manquaient de produits de nettoyage et d'hygiène ainsi que de restrictions sur les droits de visite.

7 juillet : Une administration pénitentiaire d'Izmir a [imposé](#) une restriction de trois mois aux droits de visite de trois détenus pour avoir scandé des slogans politiques.

7 juillet : Des rapports ont révélé qu'une prison de Düzce [refusait](#) les rendez-vous à l'hôpital à 13 détenus depuis deux ans.

9 juillet : Un rapport parlementaire sur les conditions de détention a [noté](#) que les détenus se voient refuser les produits de première nécessité et sont soumis à des fouilles à nu.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

7 juillet : Save the Children, une organisation humanitaire basée à Londres, a [rapporté](#) que les filles réfugiées en Turquie sont confrontées à des risques plus élevés de mariages forcés de mineures.

8 juillet : L'écrivaine kurde [Meral Şimşek](#), qui fait face à des accusations de terrorisme en Turquie, a été arrêté, torturé et repoussé par la police grecque après avoir franchi la frontière le 29 juin.

11 juillet : Un bus transportant des sans-papiers s'est [écrasé](#) à Van, tuant au moins 12 personnes.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

5 juillet : Des photos de l'éducateur turco-kirghize Orhan İnandı, détenu par les autorités turques après sa disparition à Bichkek le 31 mai, montrent des traces possibles de torture sur sa main. L'experte médico-légal Şebnem Korur Fincancı a [déclaré](#) qu'İnandı avait pu être exposé à Strappado et l'épouse d'İnandı, Reyhan İnandı, a [noté](#) que son mari avait perdu un poids important.

6 juillet : Les gardiens d'une prison d'Ağrı ont [agressé](#) physiquement le détenu Mizgin Kayıtbey. La victime a été blessée et transportée à l'hôpital.

9 juillet : Les gardiens d'une prison d'Antalya ont [agressé](#) physiquement des détenus pour avoir résisté à une fouille à nu lors d'un transfert en prison.

DROITS DES FEMMES

6 juillet : Le [rapport](#) mensuel sur la violence sexiste compilé par bianet indique que les hommes ont tué 24 femmes et infligé des violences à au moins 94 femmes en juin.